

CHAPITRE 2: Y A-T-IL UNE CRISE?

Il est difficile de mesurer avec justesse l'accessibilité des services de soins actifs. Pour avoir une idée de l'ampleur de la question, le Comité a examiné les aspects suivants: enquêtes sur l'opinion publique, comptes rendus dans les médias, listes d'attente signalées, disparités régionales et rapports des provinces. Il s'est aussi rendu dans une unité de soins cardiaques.

Enquêtes sur l'opinion publique

Les Canadiens se montrent en général satisfaits de leur réseau de soins de santé et ils estiment que l'accès à des services de santé adéquats est un droit. Des sondages récents indiquent toutefois un changement d'attitude.

Dans un sondage fait en Ontario à la fin de 1989, 48 p. 100 des personnes interrogées ne pensent pas qu'elles auraient rapidement accès à des moyens de haute technologie si elles en avaient besoin.⁴

Un sondage Decima au printemps de 1988 indique que les Canadiens reconnaissent que les gouvernements ne seront peut-être pas capables de maintenir les normes élevées actuelles avec le financement présentement disponible.⁵ La majorité des personnes interrogées estime que l'inefficacité et le gaspillage dans les hôpitaux et les installations de soins de santé contribuent à l'accroissement des dépenses en matière de santé.

En outre, ce sondage a révélé que près de la moitié des Canadiens affirment qu'ils seraient d'accord si on limitait l'accès aux traitements hautement spécialisés en ne les offrant que dans un ou deux hôpitaux de la région.⁶ En Colombie-Britannique, en Ontario et dans les grandes villes, la majorité s'oppose à cette mesure, puisqu'on y voit une réduction possible des services. La mesure serait toutefois largement appuyée au Québec, dans les Prairies et dans les localités rurales.

Comptes rendus dans les médias

Dans les médias, on parle des traitements retardés, des longues listes d'attente, des fermetures de lits et de la pénurie d'infirmières et d'infirmiers.

«Heart patients may be sent to the U.S.», [The Ottawa Citizen, 14 janvier 1990]; «Les urgences des hôpitaux sont de nouveau engorgées», [La Presse, Montréal, 9 novembre 1989]; «Heart patients face numbers crunch», [Calgary Herald, 30 avril 1989]; «Limited funds stymie elective surgery», [Halifax Chronicle Herald, 30 janvier 1989]; «Bed shortages blamed for patient line ups», [Winnipeg Free Press, 13 janvier 1989]; «Emergency rooms still strained beyond limits, doctors complain», [Montreal Gazette, 7 décembre 1988]; «Boy's death awaiting surgery to be probed», [Globe and Mail, 31 janvier 1990].

Ces articles reflètent-ils fidèlement la situation réelle? Les opinions varient à ce sujet.